



## PRÉFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

### Direction départementale de l'équipement de Seine-et-Marne

Service aménagement, environnement  
et déplacements  
Groupe environnement

Arrêté préfectoral n° 07 MEDAD 060 pris pour l'application de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement, autorisant la société REP à exploiter une installation de stockage de déchets inertes au lieudit "La Croix Blanche" sur la commune de FRESNES-SUR-MARNE

**Le préfet de Seine-et-Marne**  
**Officier de la légion d'honneur**  
**Officier de l'ordre national du mérite**

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.541-30-1, et R.541-65 à R.541-75 ;
- VU l'arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article R.541-43 du code de l'environnement relatif au contrôle des circuits de traitement de déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs ;
- VU l'arrêté du 7 novembre 2005 relatif à la déclaration annuelle à l'administration des installations de stockage de déchets inertes mentionnée à l'article R.541-46 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté du 15 mars 2006 fixant la liste des types de déchets inertes admissibles dans des installations de stockage de déchets inertes et les conditions d'exploitation de ces installations ;
- VU le code du patrimoine et notamment le titre II Archéologie préventive du livre V ;

- VU la demande présentée par la société REP sise Zone industrielle rue Robert Moinon 95190 Goussainville Cédex en date du 11 juin 2007 ;
- VU l'accord des propriétaires en dates des 28 juin et 7 juillet 2006 ;
- VU l'avis de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt de Seine-et-Marne rendu le 20 novembre 2007 ;
- VU l'avis de la direction régionale de l'environnement d'Ile-de-France rendu le 27 novembre 2007 ;
- VU l'avis de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile-de-France rendu le 13 septembre 2007 ;
- VU l'avis de la direction régionale des affaires culturelles rendu le 22 octobre 2007;
- VU l'avis du maire de Fresnes-sur-Marne rendu le 20 novembre 2007 ;
- VU l'avis du maire de Charny rendu le 19 septembre 2007 ;
- VU l'avis du conseil général de Seine-et-Marne rendu le 26 novembre 2007 ;
- VU l'avis réputé favorable de la direction interdépartementale des routes d'Ile-de-France ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 07 BCI 151 du 22 novembre 2007 donnant délégation à Monsieur Francis OZIOL ingénieur en chef des ponts et chaussées et directeur départemental de l'Equipement de Seine-et-Marne ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société REP dont le siège social est situé ZI rue Robert Moinon à Goussainville (95190) est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes dans les conditions définies dans le présent arrêté et dans ses annexes.

Cette installation est située sur la commune de Fresnes-sur-Marne au lieudit : « La Croix Blanche » sur les parcelles cadastrales ZB n°92, 100, 101 et 44.

### **Article 2 :**

Seuls les déchets suivants peuvent être stockés dans l'installation de stockage de déchets inertes :

- Emballages et déchets d'emballage : emballage en verre ;
- Déchets de construction et de démolition : bétons, - briques - tuiles et céramiques - mélange de béton, briques, tuiles et céramiques - verres - mélanges bitumineux (en l'absence de

goudrons)- terres et pierres y compris déblais, mais à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe ;

- Déchets provenant des installations de gestion des déchets : verre ;

- Déchets municipaux : terres et pierres provenant uniquement de déchets de jardins et de parcs, à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe ;

- Terres provenant de sites contaminés, uniquement après réalisation d'une procédure d'acceptation préalable.

Tous autres déchets sont exclus.

### **Article 3 :**

L'exploitation est autorisée pour une durée de 7 ans à compter de la notification du présent arrêté ( dont la première année pour l'aménagement des accès et la création des carrefours sur la RD54)

Pendant cette durée, les quantités de déchets stockés sont limitées à 1 500 000 m<sup>3</sup>.

### **Article 4 :**

Les quantités maximales pouvant être admises chaque année sur le site sont limitées à 425 000 tonnes.

### **Article 5 :**

L'installation est exploitée conformément aux prescriptions précisées en annexe du présent arrêté. La remise en état final sera conforme au plan annexé au présent arrêté.

### **Article 6 :**

Le bénéficiaire du présent arrêté prendra les mesures nécessaires à la prise en compte des risques que l'exploitation est susceptible de faire courir au patrimoine archéologique. En particulier, l'emprise concernée fera l'objet d'un diagnostic archéologique préalablement au décapage de la terre végétale. En fonction des résultats de ce diagnostic, une fouille préventive sera ou non prescrite, et dans le cas d'une prescription de fouille, la poursuite de l'exploitation du secteur concerné sera subordonnée à l'achèvement de l'intervention archéologique.

### **Article 7 :**

L'exploitant doit faire un rapport annuellement au préfet sur les types et quantités de déchets admis et les éventuels effets néfastes constatés ainsi que sur les mesures prises pour y remédier. A cette fin, l'exploitant adresse chaque année au préfet la déclaration prévue par l'arrêté du 7 novembre 2005 susvisé avant le 1<sup>er</sup> avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente. Il y indique, le cas échéant, les événements notables liés à l'exploitation du site. L'exploitant adresse copie de sa déclaration au maire de la commune où est située l'installation.

## **Article 8 :**

Le présent arrêté sera notifié :

- à la Société REP ;
- au maire de Fresnes-sur-Marne.

Une copie du présent arrêté sera affichée dans la mairie de Fresnes-sur-Marne pendant un mois au minimum.

## **Article 9 :**

Le secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne, le sous-préfet de Meaux , le maire de la commune de Fresnes-sur-Marne, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le directeur régional des affaires culturelles et le directeur départemental de l'équipement de Seine-et-Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département de Seine-et-Marne et affiché à la préfecture.

Une ampliation sera adressée à :

- M. le sous-préfet de Meaux
- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile-de-France
- M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Seine-et-Marne
- M. le directeur régional de l'environnement d'Ile-de-France
- M. le directeur régional des affaires culturelles / service régional de l'archéologie
- M. le président du Conseil général de Seine-et-Marne / direction de l'eau et de l'environnement
- M. le directeur interdépartemental des routes d'Ile-de-France

Melun, le 21 décembre 2007

Le Préfet de Seine-et-Marne  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'équipement

*signé*

Francis OZIOL

## **Annexe I**

### **I - Dispositions générales**

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous. Toutefois, la remise en état final devra respecter le modelé représenté sur le plan joint au présent arrêté.

### **II - Règles d'exploitation du site**

Le futur site d'exploitation est situé dans l'angle sud-ouest formé par la route nationale 3 (RN3) reliant Paris à Meaux et la route départementale 54 (RD54) qui relie la commune de Fresnes-sur-Marne au sud de la RN3 et la commune de Charny au nord de la RN3

#### **II.1. Accessibilité**

L'accès des camions au site de l'installation de stockage de déchets inertes nécessitant leur passage par le poste de contrôle de l'installation actuelle de stockage de déchets non dangereux située au nord de la RN3, et pour éviter qu'ils ne traversent la commune de Fresnes-sur-Marne, deux aménagements routiers sont prévus sur la RD54 pour accéder au site projeté et garantir la sécurité routière sur cet axe (insertion et franchissement) :

- l'un à 300 mètres environ au nord de la RN3 (accès Nord)
- l'autre à 150 mètres environ au sud de la RN3 (accès Sud) servant d'entrée et de sortie principales de la plate-forme de réception de l'installation de stockage de déchets inertes.

Ces aménagements à charge de l'exploitant, seront réalisés en concertation avec le Conseil général avant le démarrage de l'exploitation et feront l'objet d'une permission de voirie.

#### **II.2. Contrôle de l'accès**

A l'entrée du site (accès Sud), doit être aménagée une plate-forme de réception des poids lourds et de gestion du dépôt avec aire de retournement en matériaux enrobés et aire de stationnement pour tous les véhicules (PL et VL). Un bungalow doit être installé pour la surveillance et le contrôle des admissions des matériaux durant les heures normales d'activité (7h à 18h).

Le dépôt sera clôturé en limite de propriété et le site fermé par un portail en dehors des heures d'ouverture. Le décapage de la terre végétale sera stocké provisoirement sous forme d'un merlon de protection d'une hauteur maximale de deux mètres situé au Sud et en pied du dépôt précité.

### **II.3. Propreté**

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin que son installation permette au maximum de limiter les inconvénients liés notamment :

- aux émissions de poussières ;
- à la dispersion de déchets par envol ;
- à l'export de boues sur la voirie.

Pour cela, l'exploitant doit maintenir en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage, pour cela, les pistes du site et les secteurs en cours de remblayage seront arrosés si nécessaire (plus particulièrement en période de sécheresse). L'exploitant s'engage également et si nécessaire à faire intervenir une balayeuse pour maintenir un état de propreté satisfaisant de la RD54.

Les abords de la zone doivent être régulièrement débroussaillés.

### **II.4. Bruit**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel ou réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **II.5. Progression de l'exploitation**

L'exploitation est effectuée par tranches successives dont le réaménagement est coordonné. Le stockage des déchets est réalisé de préférence par zone peu étendue et en hauteur pour limiter la superficie, en cours d'exploitation, soumise aux intempéries.

### **II.6. Affichage**

L'exploitant affiche en permanence de façon visible à l'entrée de l'installation un avis énumérant sa raison sociale et son adresse, le numéro et la date de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation du site, les types de déchets admissibles, les jours et heures d'ouverture s'il s'agit d'une installation collective et la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée ».

### **II.7. Brûlage**

Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.

## **III - Conditions d'admission des déchets**

### **III.1. Déchets admissibles**

Les déchets admissibles dans l'installation de stockage de déchets inertes sont ceux énumérés à l'article 2 du présent arrêté.

Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc etc. peuvent également être admis dans l'installation.

### **III.2. Déchets interdits**

Le stockage de déchets d'un type différent de ceux mentionnés dans l'autorisation d'exploitation est interdit.

### **III.3. Dilution**

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

### **III.4. Admission des déchets**

Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet, le producteur des déchets remet à l'exploitant de l'installation de stockage de déchets inertes un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document précité pourra être rempli par le producteur des déchets ou son représentant lors de la livraison des déchets.

### **III.5. Déchets présentant une suspicion de contamination**

En cas de présomption de contamination des déchets, l'exploitant vérifie les conclusions de la procédure d'acceptation préalable réalisée par le producteur des déchets avant leur arrivée dans l'installation de stockage.

Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe II du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé X 30-402-2. Seuls les déchets respectant les critères définis en annexe II peuvent être admis.

### **III.6. Déchets d'enrobés bitumineux**

Lors de l'admission de déchets d'enrobés bitumineux, l'exploitant vérifie notamment les résultats du test pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron, ces résultats étant indiqués sur le document préalable mentionné au point III.4.

### **III.7. Terres provenant de sites contaminés**

Dans le cas de terres provenant de sites contaminés, l'exploitant vérifie les conclusions de la procédure d'acceptation préalable prévue au point III.5 réalisée par le producteur des déchets avant leur arrivée dans l'installation de stockage.

### **III.8. Contrôle lors de l'admission des déchets**

Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement listés aux points III.4 à III.7.

Dans le cas d'un transfert transfrontière de déchets inertes, l'exploitant vérifie les documents requis par le règlement du 1<sup>er</sup> février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régilage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés.

Le déversement direct dans une alvéole de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

### **III.9. Accusé de réception**

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé de réception à l'expéditeur des déchets.

En cas de refus, le préfet est informé, au plus tard 48 heures après le refus, des caractéristiques du lot refusé (expéditeur, origine, nature et volume des déchets, etc.).

### **III.10. Tenue d'un registre**

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage;
- l'origine et la nature des déchets ;
- le volume (ou la masse) des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L.541-44 du code de l'environnement.

## **IV - Remise en état du site en fin d'exploitation**

### **IV.1. Couverture finale**

Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chaque tranche. Son modelé devra permettre la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil. La géométrie, l'épaisseur et la nature de chaque couverture sont précisées dans le plan d'exploitation du site.

## **IV.2. Aménagements en fin d'exploitation**

Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site et notamment ceux mentionnés dans le document d'urbanisme opposable aux tiers.

## **IV.3. Plan topographique**

A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500<sup>ème</sup> qui présente l'ensemble des aménagements du site (végétation etc.).

Une copie de ce plan du site est transmise au maire de la commune de Fresnes-sur-Marne.

**Annexe II**  
**Critères à respecter pour l'admission de terres provenant de sites contaminés.**

1°) Paramètres à vérifier lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter

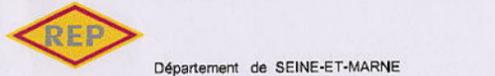
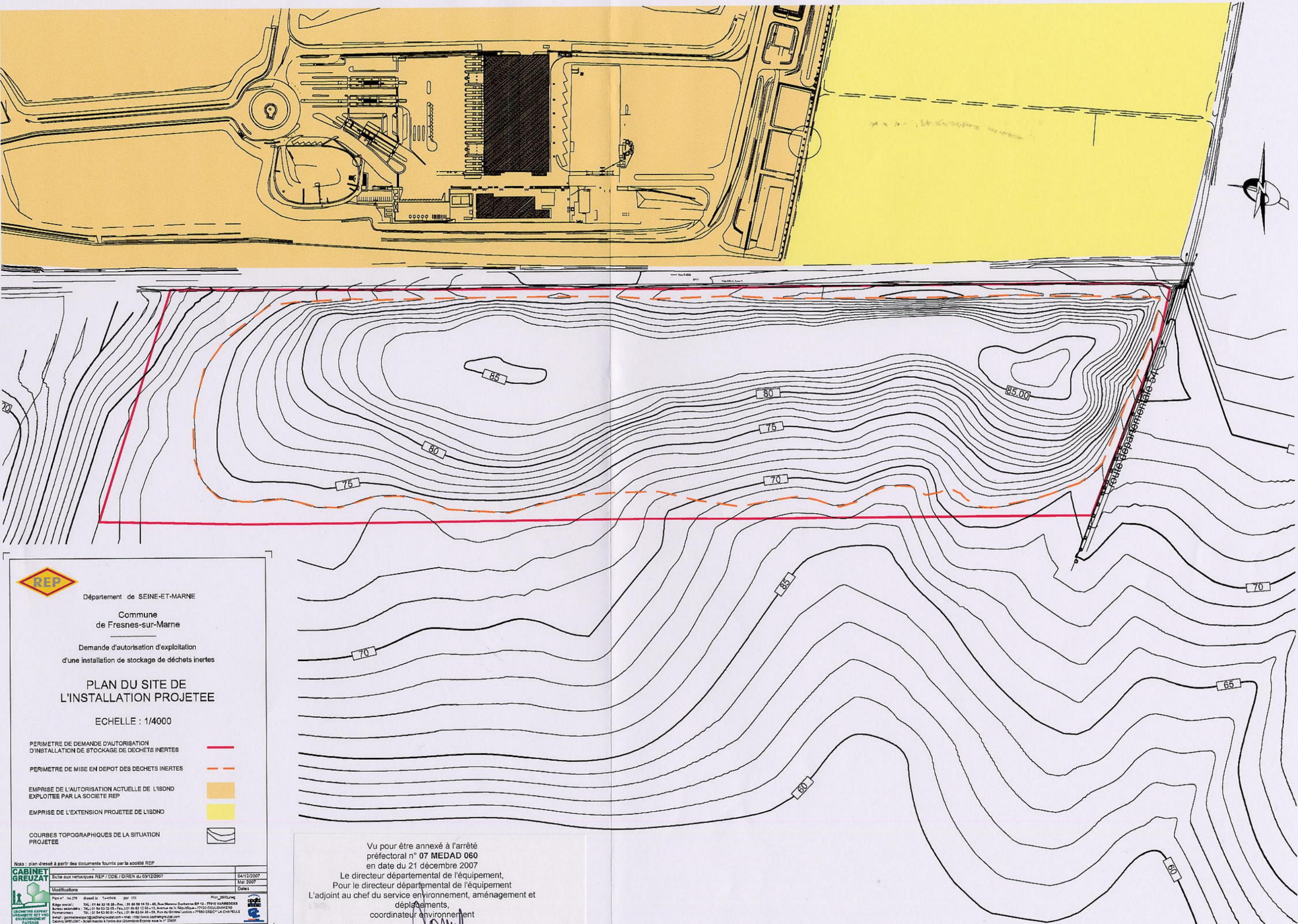
Paramètres	en mg/kg de matière sèche
As	0.5
Ba	20
Cd	0.04
Cr total	0.5
Cu	2
Hg	0.01
Mo	0.5
Ni	0.4
Pb	0.5
Sb	0.06
Se	0.1
Zn	4
Fluorures	10
Indice phénols	1
COT sur éluat*	500*
FS (fraction soluble)	4000

\* Si le déchet ne satisfait pas aux valeurs indiquées pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un rapport L/S = 10 l/kg et un pH compris entre 7,5 et 8. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg

2°) Paramètres à vérifier pour le contenu total et valeurs limites à respecter

Paramètres	en mg/kg de déchet sec
COT (Carbone organique total)	30000**
BTEX (Benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (Byphényles polychlorés 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

\*\* Une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg soit respectée pour le COT sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.



Département de SEINE-ET-MARNE  
 Commune de Fresnes-sur-Marne  
 Demande d'autorisation d'exploitation  
 d'une installation de stockage de déchets inertes

**PLAN DU SITE DE L'INSTALLATION PROJETEE**

ECHELLE : 1/4000

- PERIMETRE DE DEMANDE D'AUTORISATION D'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS INERTES —
- PERIMETRE DE MISE EN DEPOT DES DECHETS INERTES - - -
- EMPRISE DE L'AUTORISATION ACTUELLE DE L'ISDND EXPLOITEE PAR LA SOCIETE REP
- EMPRISE DE L'EXTENSION PROJETEE DE L'ISDND
- COURBES TOPOGRAPHIQUES DE LA SITUATION PROJETEE

Notes : plan dressé à partir des documents fournis par la société REP

CABINET GREUZAT		04/12/2007
Suite aux remarques REP / DDE / DIREN du 03/12/2007		Mai 2007
Modifications		Dates
Plan n° 14-276	dessiné le 5-10-06 par IIII	Plan_0603.rwg
Siège social : TAL : 01 64 33 18 26 - Fax : 01 60 28 19 70 - 48, Rue Maurice Doreux BP 12 - 77116 VARENNES Bureau Fresnes-sur-Marne : Tél. : 01 64 63 22 03 - Fax : 01 64 63 15 52 - 12, Avenue de la République - 77123 COULMANS Paris : Tél. : 01 54 63 30 61 - Fax : 01 54 63 31 31 - Rue de Grégoire Ladoire - 77530 CRECY-LE-CHATEL Email : gregoire@greuzat.fr - www.greuzat.fr Cabinet GREUZAT - Société Inscrite à l'Ordre des Géomètres Exploits au n° 32007		

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n° 07 MEDAD 060 en date du 21 décembre 2007  
 Le directeur départemental de l'équipement,  
 Pour le directeur départemental de l'équipement  
 L'adjoint au chef du service environnement, aménagement et déplacements,  
 coordinateur environnement

*Jackie Tonus*  
 Jackie TONUS